

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
30907 NÎMES Cedex 02

NÎMES, le 14/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ESCAVAMAR

1 chemin de qunita Aubert
09200 Moulis

Références :
Code AIOT : 0006600486

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement ESCAVAMAR implanté au lieu-dit "Les Conques" 30580 BROUZET LES ALES. L'inspection a été annoncée le 14/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée selon la périodicité fixée d'un an pour une carrière souterraine. La visite est également réalisée afin de vérifier la reprise de l'activité depuis le changement d'exploitant en 2021 et de disposer des éléments techniques justifiant du redémarrage du creusement selon les plans de phasages quinquennaux présentés dans le dossier de reprise.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESCAVAMAR
- lieu-dit "Les Conques" 30580 BROUZET LES ALES
- Code AIOT : 0006600486
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière a été autorisée par arrêté préfectoral du 20 octobre 2004 pour une durée de 30 ans. Après plusieurs années d'activité très restreintes, un changement est intervenu en début d'année 2021 au bénéfice de la société ESCAVAMAR, qui a mis en place la société MAP implantée en Ariège

pour assurer l'exploitation du site et de la carrière exploitée dans ce département.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à la dernière visite d'inspection
- réalisation de l'étude prévue à l'article 4 de l'APC du 22 mars 2022
- sécurisation des accès (art. 13 de l'AM du 22/09/1994)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Stabilité de la carrière	AP Complémentaire du 22/03/2022, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 20/10/2004, article 1.9.2.2 et 1.9.2.6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est en activité effective depuis quelques semaines jusqu'à la fin du premier trimestre 2023 car elle fonctionne par campagne. Cette activité saisonnière basée sur les besoins du marché, permet durant cette période d'activité de faire les contrôles et réglages nécessaires pour relancer une exploitation industrielle. Ainsi, une partie des résidus d'exploitation récupérés de l'activité précédente a été sortie et fera l'objet d'un tri et d'une découpe afin d'en récupérer la valeur marchande.

S'agissant du bilan de la visite, l'exploitant a engagé une partie des études permettant d'organiser l'avancement de l'exploitation. Néanmoins, l'étude de stabilité géotechnique demandée à l'article 4 de l'APC du 22 mars 2022 pour vérifier de la tenue structurelle de la carrière selon les phases à venir reste à produire. L'exploitant s'est engagé à la fournir d'ici quelques semaines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stabilité de la carrière

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/03/2022, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Etude géotechnique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étude géotechnique réalisée en 2004 et actualisée en 2005 fait l'objet d'une mise à jour. Cette étude est réalisée pour la stabilité de la carrière à court et moyen terme correspondant aux périodes couvrant l'exploitation et à long terme correspondant à la période post-exploitation. Elle est mise en jour en tenant compte de la vérification de la validité des hypothèses de calcul qui ont servi de base en 2004, des conditions d'exploitation réalisées depuis (présence de câbles de traction sur les piliers notamment), de l'extension en profondeur de l'excavation (augmentation du nombre de piliers). Doivent notamment être abordés la tenue des piliers avec une projection vers les nouveaux quartiers, le contrôle de l'enlèvement des stériles pour les terrains d'assiettes sus-jacent au toit de l'exploitation, la compatibilité du mode d'exploitation avec la tenue géotechnique, le suivi des éventuelles fissures (jauges), et la gestion des eaux.</p> <p>Par ailleurs, elle propose des recommandations sur la nécessité de conserver ou pas la présence des blocs de pierres présents sur le toit de la carrière.</p> <p>L'étude est réalisée et remise dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. L'ensemble des conclusions et recommandations formulées sont prises en compte dans l'exploitation de la carrière et mises en œuvre notamment pour la période post-exploitation.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté l'actualisation des plans de sa progression dans la carrière, notamment afin de délimiter la hauteur à respecter du plafond de la carrière. Il a fait procéder à une visite par un bureau d'études afin de vérifier l'état général structurel de la carrière, notamment en matière de dégradation visuelle, dont le rapport a été remis lors de la visite.</p> <p>En revanche, l'étude de stabilité géotechnique demandée à l'article 4 de l'APC du 22 mars 2022 n'a pas été réalisée. Ainsi, la mise à jour de cette étude reste à produire, notamment en vue de vérifier la stabilité de la carrière avec le creusement présenté dans les phases quinquennales à venir.</p> <p>L'exploitant a mis à jour le plan actuel de la carrière (version mai 2022) ainsi que le positionnement de l'emprise souterraine la carrière par rapport à la surface. Ces éléments ont été fournis lors de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
Constats : L'exploitant a procédé à la mise en place d'un portail assurant la fermeture de l'entrée de la carrière. Cette entrée indique par un panneau les dangers et interdiction d'accès au site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2004, article 1.9.2.2 et 1.9.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Montant des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée. Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives. Le montant minimum des garanties financières est ainsi fixé de la façon suivante : Première période 4 219 € T.T.C. Deuxième période 4 219 € T.T.C. Troisième période 4 996 € T.T.C. Quatrième période 4 996 € T.T.C. Cinquième période 5 365 € T.T.C. Sixième période 5 405 € T.T.C. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières. Inversement, si l'évolution des conditions d'exploitation permet d'envisager une baisse d'au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une révision à la baisse du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins 6 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.
Constats : L'inspection réalisée l'an dernier avait relevé que l'acte de garanties financières serait transféré sur la SARL créée pour l'exploitation de la carrière. L'exploitant a indiqué qu'il a procédé à ce transfert au cours de l'année 2022. Il est demandé de produire l'acte des garanties financières mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois